

NOUVEAUX PROJETS D'INFRASTRUCTURES

Protection de l'environnement «négligée»

Dans les milieux initiés, on déplore le fait que tous les projets d'infrastructures et d'équipements n'aient pas pris en considération la protection de l'environnement.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Deux millions de logements ont été réalisés sans penser à les doter de chauffages solaires. De même pour un projet aussi titanesque que l'autoroute Est-Ouest où aucun panneau photovoltaïque n'a été implanté», a affirmé le professeur Chams-Eddine Chitour, enseignant à l'Ecole nationale polytechnique.

Intervenant lors d'une conférence sur l'employabilité et entrepreneuriat pour les jeunes et les

femmes dans l'économie verte en Algérie, tenue hier à Alger, le P<sup>r</sup> Chitour a dénoncé le non-respect de l'environnement.

Il a ainsi évoqué le cas de l'automobile où, précise-t-il, les voitures vendues en Algérie émettent 150g de CO2/km. «C'est un type de véhicule pourtant interdit en Europe. Il consomme ainsi 20% d'énergie de plus».

Quant au traitement des déchets, il indique, à titre d'exemple, que l'Algérie jette entre

30 et 50 millions de bouteilles en plastique pour l'emballage de l'eau minérale. «Des emballages qui, pourtant, peuvent être recyclés permettant ainsi de créer un gisement d'emplois», a-t-il ajouté.

S'agissant des énergies fossiles, l'universitaire affirme que leur exploitation «fragilise» le sol et pollue l'environnement.

«Les forages pour l'exploitation des énergies fossiles exigent de l'eau douce et des centaines de produits chimiques pour la majorité, cancérigène. L'Algérie vit déjà un stress hydrique, à moins que les exploitants étrangers ramènent avec eux l'eau douce nécessaire.»

Le P<sup>r</sup> Chitour a ainsi appelé à «découpler» la croissance et la consommation en énergie et d'aller vers une consommation qui permet de sauvegarder la planète. «L'avenir c'est l'énergie renouvelable, notamment l'énergie solaire», dit-il.

Il a également plaidé pour la mise en place d'une stratégie globale et un modèle énergétique adéquat. «Cette affaire ne concerne pas uniquement le ministère de l'Energie mais tous les autres départements», dit-il encore.

Pour sa part, la directrice du programme Développement économique durable en Algérie

(Deved) de GIZ, M<sup>me</sup> Marita Riedel, a indiqué que cette rencontre vise à sensibiliser notamment les jeunes porteurs de projets dans l'économie verte.

Elle rappelle par ailleurs, que son programme se concentre sur l'entreprenariat des jeunes et des femmes, notamment dans les «secteurs d'avenir».

Autre axe du Deved : la promotion du développement économique durable qui, précise-t-elle, «inclut la responsabilité sociétale et écologique et de sa protection environnementale».

R. N.

ORAN

Des opérateurs tunisiens en prospection

Une délégation d'opérateurs économiques tunisiens, encadrés par la mission économique de l'ambassade de Tunisie à Alger, séjourne actuellement à Oran, dans le cadre d'une visite de prospection et de partenariat.

Composée de plus d'une vingtaine de chefs d'entreprises, essentiellement issues du secteur du BTPH, et des services, cette délégation a tenu des échanges et des entretiens ciblés dans le cadre des contacts B to B avec un certain nombre d'opérateurs algériens de l'Ouest et du Centre et cela au niveau de l'hôtel Royal d'Oran. Selon le chargé de la mission économique de l'ambassade, il s'agit en l'occurrence de développer des échanges et des partenariats gagnant-gagnant entre les deux pays «Notre stratégie est de mettre en place d'ici 5 ans des partenariats, en mettant en avant des secteurs forts et spécifiques» rajoutant plus loin que l'Algérie dans l'espace Maghreb, était l'une des priorité des Tunisiens.

En effet, il semble que pour pallier les bouleversements et le coup de frein ressenti dans le secteur du tourisme en Tunisie, qui représente au passage 10% du PIB tunisien, les autorités et les hommes d'affaires souhaitent mettre en avant des secteurs cachés, en quelque sorte, par le tourisme.

En plus d'avoir identifié des domaines porteurs en Algérie, comme celui du BTPH, des matériaux de construction dans un premier temps, celui de l'agriculture et de l'agroalimentaire intéressent encore les opérateurs économiques tunisiens. Ces derniers ambitionnent de mettre en avant leurs expériences dans la mise à niveau, et leurs offres de produits et de savoir-faire pour les services, le BTPH, le conseil. Mais dans le même temps, les membres de la délégation souhaiteraient aussi attirer des investisseurs algériens en Tunisie.

La confirmation, très prochainement de l'accord bilatéral commercial qui va lier nos deux pays, pourrait ainsi booster ce type d'échanges et de relations commerciales.

L'orateur n'omettra pas de dire que dans le nouveau contexte politique, l'espace économique et commercial Maghreb et UMA plus généralement, est devenu une exigence, il est même inévitable, pour permettre aux économies des pays de la région de se développer, insistera ce dernier. Dans ce sens, le représentant de l'ambassade regrettera quelque peu, que par le passé, le marketing économique tunisien s'était peut-être un peu trop accès sur l'Europe. A noter que le montant des exportations tunisiennes vers l'Algérie se montait en 2011 à 656 millions de dinars.

Fayçal Moulay

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE-FAO

Signature d'un projet de partenariat

En vue d'une meilleure approche dans sa politique de communication et de vulgarisation agricole, le département de Rachid Benaïssa a procédé, hier, à Alger, à la signature d'un projet de partenariat avec la représentation de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en Algérie.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le projet porte sur le développement et la modernisation des systèmes de communication et de vulgarisation agricole afin d'identifier les forces et les faiblesses du système national mis en place dans le cadre de la politique nationale de développement rural mais aussi et surtout pour l'améliorer et le perfectionner.

Ce projet, selon le ministre de l'Agriculture, Rachid Benaïssa, «vise également la

dynamisation et le renouveau des structures chargées de la vulgarisation et de l'amélioration des capacités humaines, intervenant dans le processus de la vulgarisation agricole, à travers la formation, l'apprentissage et l'appui technique». Car, insiste-t-il «l'adaptation et la modernisation des systèmes de communication et de vulgarisation agricole constituent une nécessité pour répondre à la demande croissante des agriculteurs, éleveurs et opérateurs en matière

d'intégration des innovations techniques, organisationnelles et managériales dans différents systèmes productifs».

Selon toujours Rachid Benaïssa, ce projet est particulièrement destiné aux personnes travaillant dans les institutions publiques et privées qui viennent en soutien, en appui et en accompagnement des bénéficiaires ultimes.

Le ministre dira que c'est beaucoup plus «les organisations des agriculteurs qui seront appelées à jouer un rôle important dans le nouveau dispositif en tant que demandeurs mais aussi en tant que prestataires de services d'appui-conseil au profit des populations rurales impliquées dans l'agriculture, dans les filières de transformation

agro-alimentaire et dans les activités de valorisation des ressources et des potentialités des territoires ruraux».

Enfin, Rachid Benaïssa a souligné que «ce projet apportera également les soutiens techniques dans le domaine de l'organisation institutionnelle et dans celui de la communication et de la gestion des bases de données, comme il fournira les facilitations nécessaires dans les 48 wilayas en mobilisant les compétences du Centre national d'études et d'analyses pour le développement (CNEAP) et en assurant les formations nécessaires sur les principes et conditions de nouvelles relations professionnelles entre agriculteurs et structure d'appui».

M. M.

ABDELMALEK SELLAL À BOUIRA :

«Après l'eau potable, il faut encourager l'irrigation»

Venu inspecter certains projets relevant de son secteur, le ministre des Ressources en eau s'est d'abord dirigé vers le barrage de Koudiate Asserdoune dans la commune de Maâla, pour s'enquérir du problème d'éboulement qui avait eu lieu au mois de février dernier. Sur place, des explications lui ont été données sur la structure du barrage, dont l'éboulement qui s'est opéré au niveau du flanc droit n'avait aucun impact.

D'ailleurs, plus tard, lors d'un point de presse, Abdelmalek Sellal est revenu en détail sur cet épisode en précisant que dès l'annonce de cet éboulement, des experts de renommée internationale et un bureau d'études spécialisé ont été dépêchés sur les lieux et ont conclu que l'éboulement ne portait aucune atteinte au barrage.

Et pour s'assurer, le ministre avait demandé un complément d'études auprès de l'entreprise réalisatrice du barrage, Razel, qui était engagée pour résorber définitivement le problème avec un nouveau drain et un nouveau confortement.

Après ce point, le ministre s'est déplacé vers la station de traitement des eaux située à Ben Haroun, où lui ont été données les explications sur les travaux des transferts des eaux vers les wilayas de Médéa, M'sila, et certaines communes du sud de la

wilaya dans la région de Sour-El-Ghozlane. Le ministre qui a rappelé que la première tranche consistant en les transferts des eaux vers les communes situées dans le sud de la wilaya de Tizi-Ouzou et les daïras de Kadiria et Lakhdaria, a été achevée et mise en service depuis une année, a insisté auprès de l'entreprise égyptienne d'achever les travaux en cours, avant la fin de l'année.

Par ailleurs, et sur un autre volet, le ministre qui a lancé les travaux de réalisation des conduites de drainage des eaux pour l'irrigation du plateau d'El Esmam et la vallée du Sahel, pour une surface totale de 8 200 hectares, jusqu'à Tazmalt avec un système d'irrigation combiné entre le barrage de Tilesdit dans la commune de Bechloul et celui de Tichhaf dans la daïra d'Akbou, a insisté sur la nécessité d'aller vers l'irrigation du plus grand nombre de surfaces agri-



L'éboulement au niveau du barrage Koudiate Asserdoune n'avait aucun impact sur la structure.

coles et ce, afin que l'Algérie gagne le défi de la sécurité alimentaire, après celui de l'alimentation en eau potable.

Parlant de l'eau potable et c'est parce que, jusqu'à présent, certaines communes situées dans les daïras de Bechloul et M'chedallah, ainsi que certaines communes situées au nord-est de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj souffrent toujours de cette denrée insuffisante pour leurs besoins quotidiens, le ministre a donné le coup d'envoi pour la réalisation des transferts des eaux depuis le barrage de

Tilesdit et sur une distance de 140 kilomètres couvrant 5 communes de la wilaya de Bouira et 6 autres de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj.

Le ministre, qui insistait à chaque fois sur la nécessité d'encourager l'irrigation des terres agricoles à partir des barrages, dont le taux de remplissage à l'échelle nationale est de 75%, a évoqué le plateau d'Abadla à Béchar, d'une superficie de 6 000 hectares, qui vient d'être confié à l'Onid pour sa réhabilitation et sa valorisation.

Y. Y.